

Décision n° 99–361 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 5 mai 1999 portant attribution de ressources en numérotation à la société Arletty 3 (numéros non géographiques)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L. 36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation, modifiée notamment par la décision n° 99–94 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 27 janvier 1999 ;

Vu la décision n° 98–1046 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 23 décembre 1998 relative à l'évolution du plan de numérotation pour les numéros non géographiques de la forme 08 AB PQ MC DU, modifiée par la décision n° 99–93 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 27 janvier 1999 ;

Vu la demande de la société Arletty 3 reçue le 26 avril 1999 ;

Après en avoir délibéré le 5 mai 1999 ;

Décide :

Article 1er – Les numéros indiqués ci-dessous :

08 90 30 MC DU	
08 90 40 MC DU	Services à revenus partagés T3
08 90 50 MC DU	
08 91 10 MC DU	
08 91 68 MC DU	Services à revenus partagés T4
08 91 69 MC DU	
08 92 44 MC DU	
08 92 67 MC DU	Services à revenus partagés T5
08 92 90 MC DU	
08 93 10 MC DU	
08 93 20 MC DU	Services à revenus partagés T6
08 93 68 MC DU	
08 97 30 MC DU	

08 97 50 MC DU	Services à revenus partagés TF1
08 97 69 MC DU	
08 98 30 MC DU	
08 98 50 MC DU	Services à revenus partagés TF2
08 98 69 MC DU	
08 99 20 MC DU	
08 99 30 MC DU	Services à revenus partagés, autres tarifs
08 99 68 MC DU	

sont attribués à la société Arletty 3 pour les services correspondants, dans les conditions fixées par la décision n° 98–1046 du 23 décembre 1998 susvisée.

Article 2 – La société Arletty 3 acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3 – Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 4 – Au 31 janvier de chaque année, la société Arletty 3 adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

Article 5 – Le chef du service technique de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 mai 1999

Le Président

Jean–Michel Hubert